

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL

Mars 2014 – Juin 2014

Consœurs et confrères,

La période visée par le présent rapport a été très remplie, tant au syndicat que sur la scène politique canadienne.

Neuf divisions provinciales du SCFP ont tenu leurs congrès au cours desquels ils ont eu d'importants débats et élaboré une planification à long terme. En tout, plus de 3 000 délégués, membres du personnel et invités ont participé à ces événements importants, chacun de qui sont résumées dans le présent rapport.

Les citoyens de nos deux plus grandes provinces sont allés aux urnes ce printemps.

Au Québec, le gouvernement du PQ a été défait par les libéraux. En Ontario, le Parti Libéral a remporté une victoire de la majorité en ce qui avait été considéré comme une course très serrée. Le NPD de l'Ontario ont augmenté leur vote global et ajouté un siège, terminant à la troisième place. Notre syndicat a été bien représenté dans les deux élections; à la fin du présent rapport, vous trouverez les détails concernant les huit membres, employés et retraités du SCFP qui ont défendu les services publics et ont été candidats aux élections.

Toujours sur la scène politique, je suis fier de signaler qu'une jeune travailleuse, la consœur Kelli Saemann, membre de la section locale 5111 (Régie régionale de la santé de Prairie North), a remporté une élection partielle et qu'elle est maintenant conseillère municipale de North Battleford (Saskatchewan).

Sur la scène mondiale, il y a eu un an, en avril, qu'a eu lieu la tragédie de l'usine de vêtements du Rana Plaza au Bangladesh. À Soma, en Turquie, 300 mineurs ont perdu la vie dans l'explosion d'une mine, ce qui a provoqué d'immenses manifestations partout au pays contre les piètres lois en santé et en sécurité.

Les négociations ont été à la fois nombreuses et difficiles, surtout dans le contexte d'une faible croissance économique et des diverses mesures d'austérité imposées par les employeurs du secteur public. Les régimes de retraite sont aussi un dossier d'importance, surtout en Alberta et au Québec.

En Colombie-Britannique, comme vous le lirez dans le présent rapport, des centaines de membres des conseils scolaires ont participé à des piquets de grève en appui aux enseignants de la C.-B. et à leurs grèves d'une journée organisées en mai et en juin. Au moment d'aller sous presse, nos 27 000 membres du secteur de la maternelle à la 12^e année de la C.-B. ont obtenu un nouvel accord de principe de cinq ans.

Au début de juin, nos braves membres de la section locale 4616 de Bonfield, en grève depuis le 1^{er} août 2013, ont décroché une nouvelle entente de trois ans avec hausses salariales, retrait d'une série de concessions et réintégration des cinq membres congédiés. Je remercie sincèrement les plus de 150 sections locales de tout le Canada qui ont fait parvenir des dons à la section locale 4616.

Je remercie sincèrement tous les militants et les membres du personnel pour les efforts qu'ils déploient, jour après jour, pour défendre les services publics et l'intérêt des 627 000 membres du SCFP que nous avons le privilège de représenter.

1. Scène fédérale

Le projet de loi C-525, *Loi modifiant le Code canadien du travail*, a franchi l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes le 9 avril. Maintenant devant le Sénat, le projet de loi C-525 est censé rendre l'accréditation plus difficile et la désaccréditation plus facile. Il constitue la deuxième attaque législative lancée contre le mouvement syndical par le gouvernement conservateur, qui a utilisé des moyens détournés en ayant recours à des projets de loi d'initiative privée. Il ouvre aussi la porte aux provinces, qui pourront emboîter le pas. Le 2 juin, le gouvernement de Terre-Neuve a présenté le projet de loi 22, *Loi modifiant la Loi sur les relations de travail*, mettant ainsi fin à l'accréditation basée sur les cartes, en plus de restaurer l'accréditation avec vote obligatoire.

Au Parlement, le gouvernement Harper a dû battre en retraite sur d'importants éléments des modifications qu'il voulait imposer à la *Loi électorale* du Canada. C'est la première fois depuis des décennies qu'un gouvernement cherche à modifier la *Loi électorale* sans obtenir l'accord de toutes les parties.

Le programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) a encore une fois fait les manchettes avec l'immense controverse qu'a suscitée son utilisation dans le secteur des services peu spécialisés. Un moratoire a été imposé à l'expansion du PTET dans le secteur de la restauration parce qu'il devenait clair que la mauvaise utilisation du programme faisait grimper le taux de chômage dans certaines régions, en plus d'exercer une pression à la baisse évidente sur les salaires.

À la fin de mars, l'Institut Broadbent a organisé son premier « Sommet sur le progrès » à Ottawa. J'ai eu le plaisir d'y être invité, avec 600 autres participants, pour un week-end de débats et d'information sur les principaux défis que doivent relever les partis sociaux-démocrates.

L'Institut, nommé en l'honneur de l'ancien chef du NPD fédéral Ed Broadbent, joue un important rôle de contrepoids progressiste aux groupes de droite comme l'Institut Manning et l'Institut Fraser.

Notre syndicat national a poursuivi la campagne en faveur du renouvellement de l'Accord sur la santé et a organisé d'importantes activités à Winnipeg, à South Shore en Nouvelle-Écosse, à Moncton et dans le sud de l'Ontario.

Dans le cadre de la campagne, nous faisons du porte-à-porte et nous organisons des activités communautaires dans 10 circonscriptions fédérales que les conservateurs ont remportées par de faibles marges en 2011. En plus des deux semaines de porte-à-porte, nous avons tenu des assemblées publiques communautaires avec Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, et moi-même, du SCFP, ainsi qu'avec une troisième personne membre de la collectivité où nous nous arrêtons.

Enfin, toujours sur la scène fédérale, le SCFP a une fois de plus organisé un petit déjeuner au congrès annuel de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU). La consœur Marle Roberts, vice-présidente générale du SCFP, a transmis les salutations du syndicat aux 500 délégués réunis à Edmonton pour discuter de logements et d'itinérance au Canada.

Dernièrement, notre syndicat a condamné les compressions imposées par le gouvernement fédéral aux programmes d'alphabétisation. Jusqu'à maintenant, le but du gouvernement était de financer des projets d'alphabétisation et d'acquisition de compétences essentielles qui devaient atteindre au moins un des objectifs suivants :

- augmenter l'employabilité
- résoudre des problèmes au travail
- combler le manque de connaissances

Le Bureau de l'alphabétisation des connaissances essentielles (BACE), autrefois le Secrétariat national à l'alphabétisation, a fourni un financement de base à plus de 20 organisations, qu'elles soient nationales ou basées dans les provinces et territoires.

Ces compressions réduiront à néant près de trois décennies de leadership du gouvernement fédéral dans l'appui à l'important travail d'alphabétisation et au réseau qui s'est formé d'un océan à l'autre.

Le gouvernement Harper a lentement affaibli les initiatives d'alphabétisation et il vient de planter le dernier clou dans leur cercueil.

À l'évidence, le gouvernement fédéral veut réduire les dépenses pour atteindre le déficit zéro avant les élections fédérales de 2015, au détriment des organisations d'alphabétisation et des Canadiens vulnérables qui ont besoin de bons emplois.

2. Congrès du travail du Canada (CTC)

L'assemblée générale triennale du CTC a eu lieu à Montréal du 5 au 9 mai 2014.

Dans les mois qui ont précédé l'assemblée, les membres ont atteints un large consensus sur les grandes priorités du CTC, dont les suivantes, qui ont été adoptées à Montréal :

- Deux prélèvements spéciaux de 1,50 \$ par membre (1^{er} juin 2014 et 1^{er} janvier 2015) pour financer le projet du CTC « Un monde meilleur », qui inclut notre campagne d'image syndicale et les conversations personnelles avec les membres entreprises par chaque affilié du CTC.
- Poursuite des campagnes sur le RPC, « Les municipalités, ça compte! » et le travail électoral et de promotion de la campagne nationale sur les services de garde à l'enfance.
- Hausse générale de la capitation de 0,05 \$ par membre pour le CTC, la première augmentation générale de la capitation en 12 ans.

J'ai rendu compte des enjeux ci-dessus à notre réunion du Conseil exécutif national de la mi-mars. J'ai également fait part de l'intention des quatre titulaires des postes de direction du CTC de se représenter aux élections et notre Conseil a adopté une motion de les appuyer.

Le 12 avril 2014, trois semaines avant l'assemblée, le secrétaire-trésorier du CTC, Hassan Yussuff (Unifor), annonçait sa candidature à la présidence du CTC. Peu après, les vice-présidentes exécutives du CTC Barb Byers (SNEGSP) et Marie Clarke-Walker (SCFP) disaient vouloir se présenter comme « candidates indépendantes ».

Jamais rien de tel ne s'était produit au cours des 57 années d'histoire du CTC. Notre Conseil exécutif national a tenu un certain nombre de conférences téléphoniques d'urgence et une série d'assemblées téléphoniques avec les dirigeants des sections locales. Comme l'indiquent de nombreux documents, dont notre lettre du 30 avril 2014 aux organismes à charte, notre Conseil a voté pour le confrère Ken Georgetti et pour la nouvelle équipe qui se présentait avec lui.

Le confrère Georgetti a été défait par une très faible marge et l'équipe qui se présentait avec le confrère Yussuff, c'est-à-dire les consœurs Byers et Clarke-Walker ont été élues. En fin de compte, il n'y a pas eu de candidatures indépendantes.

Bien entendu, le SCFP restera fidèle au CTC. La dernière assemblée générale a adopté un programme très bien pensé, que nous appuyons, et, à titre de plus grand affilié du CTC, il est important que le SCFP demeure en première ligne de ses projets.

À mon avis, le consensus chez les syndicats affiliés est la seule façon dont le CTC peut travailler efficacement. Les événements décrits ci-dessus mettront certainement à l'épreuve les relations entre certains affiliés du CTC. Peu importe les ambitions personnelles de certains, les défis que doivent relever les travailleurs exigent que nous collaborions tous à l'unité du mouvement syndical uni, et c'est à cela que je m'emploierai.

En votre nom, j'ai transmis mes sincères remerciements à l'équipe qui s'est joint au confrère Ken Georgetti et au confrère Ken lui même pour ces 15 ans de service au mouvement syndical dirigeant le Congrès du travail du Canada.

3. Conférences du SCFP

- **Réunion des comités nationaux du SCFP (Ottawa, du 1^{er} au 4 avril 2014)**

Environ 250 militants et membres du personnel, tous membres de nos 17 comités nationaux, se sont réunis à Ottawa avant d'entamer leur mandat de deux ans (2014-2015).

Les membres de comités ont pu entendre différents conférenciers invités, dont Alexandre Boulerice, député néo-démocrate et critique du NPD en matière de travail, ainsi que Jane MacAlvery, militante syndicale américaine, et Kevin Millsip, organisateur communautaire.

- **Sections locales des SMU du SCFP (Ajax, du 4 au 7 juin 2014)**

Quelque 75 ambulanciers paramédicaux et travailleurs des services d'urgence se sont réunis à Ajax, en Ontario, du 4 au 7 juin 2014. Les délégués ont discuté d'enjeux de négociation dans leur secteur et d'autres défis que doivent relever les travailleurs des SMU.

- **Conférence du Conseil national des secteurs du SCFP (Toronto, du 6 au 9 octobre 2014)**

À notre congrès national de 2013, les délégués ont adopté une résolution visant à créer un Conseil national des secteurs qui se penchera sur les enjeux de négociations et d'autres dossiers qui intéressent les sections locales formant les principaux secteurs du SCFP, notamment :

- La santé
- Les municipalités
- Les services sociaux
- L'enseignement postsecondaire
- Le transport aérien
- Les services de garde à l'enfance

- Les bibliothèques
- Les services d'urgence
- L'énergie
- Les gouvernements provinciaux et les sociétés d'État
- L'éducation

Les 22 co-présidents représentant les 11 secteurs se réuniront les 7 et 8 juillet à Ottawa pour planifier la sensibilisation auprès des sections locales dans leurs secteurs respectifs et la planification de la conférence en octobre.

- **Fédération canadienne des municipalités (FCM) et Association canadienne des bibliothèques (ACB)**

Notre syndicat a assuré une présence aux importants rassemblements de ces deux organisations.

Près de 2 000 maires et conseillers municipaux ont participé au congrès annuel de la FCM tenu à Niagara Falls, en Ontario, à la fin de mai. Dans le cadre d'un atelier commandité par le SCFP, nous avons rendu publique notre nouvelle étude sur les options de revenus qui s'offrent aux municipalités canadiennes.

La conférence annuelle de l'Association canadienne des bibliothèques a eu lieu à Victoria, en Colombie-Britannique, du 28 au 31 mai 2014. Les leaders du secteur des bibliothèques du SCFP, les consœurs Maureen O'Reilly (section locale 4948 du SCFP) et Dawn Lahey (section locale 2329 du SCFP), ont participé à une discussion d'experts sur l'augmentation du travail précaire dans le secteur des bibliothèques.

- **Conférence nationale du SCFP sur les droits de la personne (Winnipeg, du 5 au 8 février 2015)**

Les détails concernant notre deuxième conférence nationale sur les droits de la personne seront transmis aux sections locales à l'automne.

4. Négociations collective, grèves et lock-outs

Il y a eu trois litiges impliquant l'action d'emplois dans ce 3^{ième} trimestre de 2014.

- **Section locale 4616 du SCFP – Canton de Bonfield (Ont.)**

Comme nous l'avons souligné, nous avons obtenu, au début de juin, une nouvelle entente de trois ans, ratifiée par la très grande majorité des membres de la section locale 4616.

La solidarité des membres et l'appui qu'ils ont reçu de partout au Canada ont été très encourageants.

Je remercie sincèrement le confrère Steve Boyle (conseiller syndical) pour le leadership constant dont il a fait preuve pendant tout ce long conflit.

- **Section locale 608 du SCFP – Centre Naramata (C.-B.)**

Le Centre est une maison de retraite fonctionnant avec un conseil d'administration très étroitement lié à l'Église Unie du Canada. Bien que la principale mission du Centre soit de nature spirituelle, il tire la plupart de ses revenus d'activités d'hébergement. Le SCFP et beaucoup d'autres organisations syndicales utilisent le Centre pour y offrir des programmes d'éducation depuis plus de 40 ans. Nos membres au Centre fournissent un éventail de services, dont l'alimentation et l'entretien des édifices et des terrains.

L'employeur, qui invoque des difficultés financières, a lancé deux DP pour soustraire le travail d'au moins la moitié des membres. Mais la sous-traitance ne sauvera pas le Centre à long terme. Il faudrait plutôt un plan d'affaires pour faire connaître l'établissement. L'employeur, qui a exigé beaucoup trop de concessions, a affirmé que même si la section locale acceptait ces conditions, le travail sera sous-traité et les membres perdront leur emploi.

Cette grève pourrait être très longue et aucune nouvelle date de négociation n'a encore été fixée.

PROVINCE	S. I.	EMPLOYEUR	N ^{bre} de MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jours)
Ontario	4616	Canton de Bonfield	16	1 ^{er} août 2013	313
Colombie-Britannique	608	Centre Naramata	30	15 mai 2014	en cours
Colombie-Britannique	402	Ville de White Rock	100	2 mai 2014 (tournante) 12 mai 2014 (totale)	21

- **Section locale 402 – Ville de White Rock (C.B.)**

Les travailleurs de la Ville de White Rock en Colombie-Britannique, membres de la section locale 402, ont déclenché la grève pour exiger une convention collective équitable. Les 100 cols blancs et cols bleus étaient sans contrat de travail depuis décembre 2011. Ils ont décroché une nouvelle entente de quatre ans, rétroactive au 1^{er} janvier 2012, modelée sur les règlements conclus dans la région du Grand Vancouver. Elle prévoit des hausses salariales annuelles de 1,25 %, 1,75 %, 1,75 % et 2 %.

En outre, les primes tenants lieu d'avantages sociaux pour les employés à temps partiel et occasionnels augmentent à 11 %. La Ville facilitera la mise en place et le suivi d'un régime d'ILD administré par le syndicat et payé par les employés, et la paie de vacances sera ajustée pour tenir compte des gains annuels.

Les membres du SCFP du secteur de la maternelle à la 12^e année (K-12) de la Colombie-Britannique ont érigé des piquets de grève en appui aux enseignants de la province qui ont entamé une série de grèves tournantes. Ces grèves visent à convaincre le gouvernement et l'Association des employeurs des écoles publiques d'offrir une convention collective raisonnable. Les discussions n'ont donné aucun résultat concret jusqu'à maintenant.

Aussi en Colombie-Britannique, l'Association de négociation des établissements, dirigée par le Syndicat des employés d'hôpitaux, a conclu récemment un accord de principe avec l'Association des employeurs de la santé de la Colombie-Britannique. La nouvelle entente de cinq ans, dont la ratification a été recommandée, régit 47 000 travailleurs de la santé, dont 85 % sont membres du SCFP, comme ceux de la section locale 873 des ambulanciers paramédicaux de la C.-B.

L'entente prévoit une hausse générale des salaires de 5,5 % au cours des cinq années de l'entente, plus de modestes améliorations des primes de soir, de nuit, de week-end et de disponibilité, ainsi que des allocations de déplacement; deux journées de vacances seront restaurées pendant la durée de l'entente, avec rémunération forfaitaire ajustée en conséquence pour les occasionnels; la sous-traitance est limitée à 100 ETP par année; un nouveau financement de 3,75 millions de dollars est accordé au Fonds d'éducation de la FBA; les rotations de six jours sont limitées dans les horaires nouveaux ou révisés; les employés occasionnels peuvent s'inscrire au travail dans deux départements au lieu d'un seul; la responsabilité et la participation des membres à l'administration du régime d'avantages sociaux sont accrues grâce à une fiducie mixte des avantages sociaux pour les établissements; de nouvelles dispositions sont ajoutées pour les ambulanciers paramédicaux afin de soutenir un programme communautaire et de régler certains problèmes d'échelle salariale.

En Ontario, les employés des centres d'accès aux soins communautaires ont conclu une entente centrale pour la deuxième fois. La hausse salariale générale obtenue se compare à celle qui a récemment été négociée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario. Pendant la convention de quatre ans, les salaires augmenteront de 2,8 % et des sommes forfaitaires équivalant à 2,8 % seront versées. L'entente vise les travailleurs des CASC de sept sections locales du SCFP.

5. Régions et divisions

Terre-Neuve-et-Labrador

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le 2 juin, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a présenté le projet de loi 22, ce qui constitue un important

changement de direction pour lui. En effet, il y a à peine 18 mois, l'accréditation avec vérification des cartes a été instaurée dans la province après des mois de consultation. Même si rien n'indiquait que l'accréditation basée sur des cartes soit problématique, le gouvernement a changé de cap abruptement, sans consultation. Avec la Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador et d'autres affiliés, le SCFP exige une rencontre immédiate et la tenue d'une consultation avant l'entrée en vigueur de toute modification au *Code du travail* et au processus d'accréditation.

Environ 100 délégués, membres du personnel et invités se sont réunis à Corner Brook pour participer au 40^e congrès annuel du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador.

Lorraine Michael, leader du NPD provincial, a pris la parole et a rappelé aux délégués que l'arrivée d'un nouveau chef à la tête du PC entraînera le déclenchement d'élections provinciales d'ici 12 mois.

Les délégués au congrès ont aussi assisté à des exposés spéciaux sur l'assurance-emploi (par Graham Cox, chercheur au SCFP) et sur le programme des travailleurs étrangers temporaires (par Chris Roberts, chercheur au CTC).

Le confrère Wayne Lucas a été réélu à la présidence de la division, un poste qu'il occupe depuis 1992.

Nouvelle-Écosse

Un peu plus de 200 délégués, membres du personnel et invités se sont réunis au magnifique centre de villégiature Atlantica, à Oak Island, en Nouvelle-Écosse, pour le 51^e congrès du SCFP-Nouvelle-Écosse, du 27 au 30 avril 2014.

Une très émouvante cérémonie du Jour de deuil du 28 avril avait été organisée sur l'océan Atlantique, en hommage aux cinq pêcheurs qui ont perdu la vie lors d'un désastre survenu dans les Maritimes en février 2013.

Au congrès, les débats ont porté sur les attaques législatives lancées contre le droit à la négociation collective par les projets de loi 30 et 37, dirigés contre les travailleuses et travailleurs des soins à domicile, communautaires et de la santé.

Les délégués ont aussi reçu des messages de solidarité de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse, du Syndicat des travailleuses et travailleurs des postes et de l'Alliance de la fonction publique du Canada. La chef intérimaire du NPD, Maureen MacDonald, a également pris la parole au congrès.

Île-du-Prince-Édouard

Une centaine de délégués et d'invités se sont réunis à Mill River, Î.-P.-É., pour assister au 37^e congrès annuel du SCFP- Î.-P.-É.

Les délégués ont débattu d'un ensemble de résolutions et ont réaffirmé leur appui à la campagne « Repensons les services de garde » et à la campagne nationale en faveur

d'un nouvel Accord sur la santé. Ils ont aussi adopté une résolution d'urgence sur les écolières enlevées au Nigeria.

En août, les premiers ministres des provinces et des territoires se rassembleront à l'Île-du-Prince-Édouard. Le SCFP- Î.-P.-É. y sera, avec d'autres syndicats et le Conseil des Canadiens. Des plans sont en cours pour tenir une autre assemblée publique sur l'Accord sur la santé pendant la rencontre des premiers ministres.

Nouveau-Brunswick

Près de 250 délégués, membres du personnel et invités se sont réunis à Fredericton du 24 au 26 avril pour assister au 51^e congrès annuel du SCFP-Nouveau-Brunswick.

La veille du congrès, une assemblée publique avait été organisée à Moncton pour discuter de l'Accord sur la santé, avec moi-même, Maude Barlow et un militant de la justice sociale, Jean-Claude Basque. Au Nouveau-Brunswick, les efforts ont porté sur le comté de Moncton-Riverview-Dieppe, où les conservateurs seront vulnérables aux élections fédérales de 2015.

Les délégués du SCFP-Nouveau-Brunswick ont débattu de résolutions portant sur la santé, les régimes de retraite et les négociations de la section locale 1251, qui représente nos agents correctionnels provinciaux, sans contrat de travail depuis 34 mois. Une manifestation très animée a été organisée pour appuyer les négociations de la section locale 1251 devant l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

Québec

Le SCFP dirige une large coalition municipale représentant plus de 65 000 travailleurs afin de répondre de manière unifiée à l'examen provincial entrepris sur les régimes de retraite municipaux. Comme en Alberta, notre message au Québec est clair : « La négociation, pas la confrontation! ». À la mi-mai, quelque 12 000 travailleurs municipaux ont organisé une excellente manifestation à la rentrée de la session de printemps de l'Assemblée nationale du Québec.

À la mi-mars, les syndicats du Québec représentant autour de 500 000 employés du secteur public ont annoncé qu'ils joignaient leurs forces pour créer un Front commun qui négociera de nouvelles ententes en 2015. Les syndicats participants ont conclu un « pacte de non-maraudage » pendant les négociations.

Ontario

Environ 1 000 délégués, membres du personnel et invités se sont rassemblés à Windsor, en Ontario, du 28 au 31 mai 2014, dans le cadre du congrès annuel du SCFP-Ontario.

Pendant deux jours, les délégués ont débattu d'un plan d'action pour 2014 portant sur l'édification de notre solidarité et de notre force. Les délégués ont organisé une manifestation pour attirer l'attention sur les problèmes de pauvreté en Ontario.

Pendant le congrès, tenu en pleine campagne électorale provinciale, les délégués ont élaboré des plans pour défaire les conservateurs de Tim Hudak et ont discuté d'enjeux clés, comme l'augmentation des salaires des travailleurs de la santé. Kathleen Monk, experte en communications et en stratégie au NPD, a aussi pris la parole devant les délégués. Ces derniers ont rendu hommage aux membres de la section locale 4616, du canton de Bonfield, en grève depuis le 1^{er} août 2013.

Manitoba

Environ 200 délégués, membres du personnel et invités se sont réunis à Brandon du 17 au 19 mars 2014, dans le cadre du congrès annuel du SCFP-Manitoba.

Les délégués ont entendu deux conférenciers invités spéciaux : la mairesse néo-démocrate de Brandon, Shari Dector-Hirst, et le premier ministre néo-démocrate Greg Selinger.

Un document d'orientation stratégique portant sur des enjeux clés dans les secteurs du SCFP, notamment le sous-financement chronique du secteur des foyers de soins infirmiers, a été présenté. L'Accord sur la santé a aussi fait l'objet de débats. Une très efficace campagne de deux semaines et une assemblée publique ont eu lieu dans la circonscription fédérale d'Elmwood-Transcona à la mi-avril.

L'encan silencieux du congrès du SCFP-Manitoba a permis d'amasser près de 7 000 \$ pour l'œuvre de bienfaisance de la division, l'oncologie pédiatrique.

Saskatchewan

Le congrès annuel du SCFP-Saskatchewan a eu lieu à Saskatoon du 5 au 7 mars 2014. La veille du congrès, une centaine de délégués avaient assisté à une conférence d'une journée sur les PPP donnée par plusieurs experts, dont le député néo-démocrate Trent Weatherspoon.

Au congrès, les délégués ont débattu de divers enjeux liés à la privatisation, car le gouvernement provincial a recours aux PPP pour tout un éventail de services, dont la construction de nouvelles écoles.

Les délégués ont reçu les messages de solidarité de la Fédération du travail de la Saskatchewan, de l'Alliance canadienne de la fonction publique et du D^r Ryan Meili des Médecins pour un régime public.

Alberta

Le congrès annuel de l'Alberta a eu lieu à Medicine Hat, du 26 au 28 mars 2014.

Environ 200 délégués et invités ont débattu d'un énoncé de politique et de diverses résolutions. Ils ont aussi discuté de l'intention du gouvernement de légiférer pour modifier le régime de retraite municipal (Local Authorities Pension Plan ou LAPP) auquel participent 27 000 de nos 32 000 membres en Alberta.

Gil McGowan, président de la Fédération du travail de l'Alberta, et David Eggen, député néo-démocrate, ont pris la parole au congrès. Un « petit déjeuner sur l'économie » très apprécié a été offert aux délégués.

Colombie-Britannique

Environ 500 délégués du SCFP-Colombie-Britannique se sont réunis en congrès du 9 au 12 avril 2014.

Les conférenciers invités étaient le maire de Vancouver, Gregor Robertson, John Horgan, candidat au leadership du NPD provincial, et Nathan Cullen, député néo-démocrate. Napoleon Gomez, chef syndical du secteur minier mexicain, a aussi pris la parole au congrès. Les délégués ont consacré une bonne partie de leur temps au débat sur les négociations dans un climat d'austérité qui touche tous les secteurs de notre syndicat en Colombie-Britannique.

Les délégués se sont engagés à se soutenir les uns les autres par des manifestations, des piquets de grève et l'appui à l'augmentation des indemnités de grève du SCFP.

Division du transport aérien

À la fin de mai, les agents de bord du SCFP se sont présentés au comité des transports du Parlement pour dénoncer l'intention du gouvernement de passer du ratio de 1:40 passagers à un ratio de 1:50.

Notre délégation, dirigée par le président de la composante d'Air Canada, le confrère Michel Cournoyer, a cité de nombreuses études sur les problèmes de santé et de sécurité associés à la réduction du ratio agents de bord-passagers.

À la fin de mars, le Bureau de la sécurité des transports (BST) du Canada a publié son rapport sur l'écrasement de l'appareil de First Air en 2014 où 8 passagers, deux agents de bord du SCFP de First Air et deux pilotes ont perdu la vie. Il n'y a eu que trois survivants.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Le SEH s'est penché principalement sur les négociations au cours des derniers mois. Le 10 mai, l'Association de négociation des établissements, dirigée par le SEH, a conclu un accord de principe de cinq ans, sur lequel les membres votent présentement.

Cette table de négociation comprend également les ambulanciers paramédicaux de la Colombie-Britannique, membres de la section locale 873 du SCFP.

Le congrès biennal du SEH aura lieu du 2 au 7 novembre 2014, à Vancouver.

6. Justice dans le monde et solidarité internationale

Comme toujours, notre syndicat national a participé à bon nombre d'activités sur la scène internationale, notamment dans les dossiers suivants :

- **Ouganda**

En mars, nous avons écrit au premier ministre Harper pour lui demander de dénoncer la loi anti-homosexualité adoptée par le gouvernement ougandais.

- **Philippines**

Le 4 avril, le confrère Charles et moi-même avons eu le plaisir de nous joindre à notre Comité sur la justice mondiale pour remettre des cartes postales signées aux représentants de l'ambassadeur des Philippines au Canada, afin d'exiger la libération de deux prisonniers politiques, Randy Vegas et Raul Camposano, membres de notre syndicat affilié aux Philippines, COURAGE.

Le 26 mai 2014, nous avons organisé un lunch en l'honneur de Marie Hilao-Enriquez, présidente de Karapatan, une alliance de défenseurs des droits de la personne aux Philippines.

- **Bangladesh**

Il y a un an, le 24 avril, s'effondrait l'édifice du Rana Plaza au Bangladesh, tuant 1 200 travailleuses du vêtement et en blessant 2 500 autres.

La consœur Kelti Cameron, coordonnatrice nationale de la justice mondiale au SCFP, s'est jointe à une délégation canadienne dirigée par le député néo-démocrate Matthew Kellway. Ils se sont rendus au Bangladesh pour rencontrer des travailleuses du vêtement et souligner l'anniversaire de la tragédie du Rana Plaza. Bien sûr, nous poursuivrons nos efforts en faveur d'une juste indemnisation de toutes les victimes du désastre du Rana Plaza et de leurs familles.

- **Ukraine**

En mars, notre Conseil exécutif national a remis un don à la Fédération des syndicats d'Ukraine pour aider à reconstruire la « Maison syndicale », détruite pendant les hostilités qui ont fait rage à Kiev au début de l'hiver.

- **Colombie**

À la fin d'avril, nous avons écrit au ministre des Affaires étrangères du Canada au sujet de l'attaque à la bombe dont a été victime le bureau de notre syndicat affilié Sintraemcali, à Cali, en Colombie.

À la fin de mai, le député néo-démocrate Wayne Marston, critique fédéral en matière de droits de la personne, a émis un communiqué de presse pour souligner les violations constantes des droits de la personne perpétrées en Colombie, violations que le 3^e rapport du Parlement découlant de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie passe sous silence.

- **Cuba**

Le 8 avril, nous avons organisé un lunch pour Anibal Melo Infante, secrétaire général de la CTC de la province de Santiago de Cuba.

Nous avons fait le point sur différents enjeux, dont le dossier des « Cinq Cubains », dont trois sont toujours incarcérés aux États-Unis.

7. Rapport sur le recrutement

Du 1^{er} mars au 31 mai 2014, le SCFP a recruté 2 410 membres répartis dans 19 unités de négociation. Ces membres ont été recrutés dans le cadre de nouvelles campagnes et, dans certains cas, de votes de représentation intégrant les nouveaux membres aux membres existants. La plus grande unité a été formée à Garda World, au Québec, et comprend 1 150 employés. Nous souhaitons bienvenue à tous ces membres dans la famille du SCFP.

Dans l'ensemble du pays, nous avons syndiqué 280 membres dans le secteur de la santé, 272 membres dans le secteur des municipalités, 228 membres dans le secteur des services sociaux et 100 membres dans le secteur de l'éducation postsecondaire. Les derniers 350 membres recrutés venaient de diverses industries.

Nous menons présentement 75 campagnes actives qui, si elles réussissent, intégreront 14 133 nouveaux membres au SCFP. Les commissions des relations de travail de tout le pays examinent 13 projets représentant 1 460 membres qui attendent la fin des votes d'accréditation. Douze projets de restructuration en cours pourraient donner lieu à des

votes de représentation touchant 2 360 membres du SCFP. Plus de la moitié des membres visés par les votes de représentation travaillent dans le secteur de la santé de l'Ontario.

8. Notes personnelles, In memoriam

J'offre mes sincères condoléances aux familles des membres et retraités du SCFP suivants :

- Le confrère Roger Neeley, directeur régional à la retraite (Ontario). J'offre mes condoléances à la consœur Linda Thurston-Neeley (directrice régionale de l'Ontario), qui était la partenaire du confrère Neeley.
- La consœur Bev Lapointe, ancienne présidente de la section locale 339 (Ville de Nelson).
- Le confrère Peter Matthews, ancien membre de l'exécutif de la section locale 50 du SCFP (Ville de Victoria).
- La consœur Linda McCourt, militante et membre pendant 50 ans de la section locale 606 du SCFP (District scolaire 68, Nanaimo-Lady Smith).
- La consœur Margaret Barclay, employée de bureau à la retraite du bureau du SCFP de Kingston.

Retraites

J'offre mes sincères félicitations et mes meilleurs vœux de bonheur aux membres du SCFP suivants qui ont annoncé leur départ à la retraite:

- La consœur Marian Wiwchar, Bureau de Victoria – Le 1 mars, 2014
- La consœur Heather Inglis, Bureau régional de la C.B. – Le 1 mars, 2014
- La consœur Cora-Lee Skanes, Bureau de Sudbury – Le 1^{er} juillet 2014
- Le confrère Sylvain Blanchette, Bureau National – Le 1^{er} juillet 2014
- Le confrère Alain J. Anglehart, Bureau de Rouyn-Noranda – Le 1^{er} août 2014
- La consœur Bonnie Ferguson, Bureau régional de l'Alberta – Le 1^{er} oct. 2014

Je remercie tout spécialement le confrère Sylvain Blanchette, qui a occupé pendant plus de trois ans le poste d'adjoint exécutif à mon bureau. Il est à la fois un ami et un formidable syndicaliste et je lui souhaite une longue et heureuse retraite.

Élections

Je remercie sincèrement les personnes ci-dessous de s'être présentées aux dernières élections au Québec et en Ontario.

Québec (sous la bannière de Québec Solidaire)

- La consœur Annick Desjardins – conseillère à l'éducation (Notre-Dame-de-Grâce)
- Le confrère Mathieu Dumont – conseiller syndical (Beauce-Nord)
- La consœur Édith Laperle – conseillère syndicale (Outremont)
- Le confrère Claude Généreux – secrétaire-trésorier national émérite (Bourassa-Sauvé)

Ontario (sous la bannière du NPD)

- Le confrère Henri Giroux – vice-président régional pour le Nord de l'Ontario (Nipissing)
- Le confrère Ric Dagenais – membre du personnel du bureau national (Nepean-Carleton)
- Le confrère Brian McCormack – conseiller syndical à la retraite (Niagara West-Glanbook)
- La consœur Bobbi Stewart – section locale 4325 (Cambridge)

Conclusion

Comme toujours, militants et membres du personnel de tout le syndicat ont été tenus très occupés par les négociations et par les activités quotidiennes de notre organisation. À chacun de vous, j'offre mes sincères remerciements. J'espère que vous pourrez profiter de l'été qui vient avec votre famille et vos amis.

Pour le jour de la fête du Travail, j'invite les sections locales, les retraités et les membres du personnel à participer aux activités organisées dans leurs collectivités pour souligner l'occasion.

Je vous souhaite un excellent été!

En toute solidarité,

Le président national,

A handwritten signature in black ink, reading "Paul Moist". The signature is written in a cursive, flowing style.

PAUL MOIST

:jv/sec